



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
21 mai 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Table ronde sur les fonds souverains – Étudier la possibilité d'utiliser les fonds souverains pour investir dans le développement durable

Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 22 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Le 22 avril 2012, la CNUCED et la Qatar Investment Authority ont initié un dialogue entre les fonds souverains et les décideurs dans le cadre d'une table ronde tenue à l'occasion du Forum mondial de l'investissement 2012 de la CNUCED, dans le but d'inciter ces fonds à réaliser davantage d'investissements dans les pays en développement, notamment les pays les plus pauvres.
2. La table ronde a pris la forme d'un dialogue entre six ministres des Gouvernements colombien, djiboutien, mongolien, namibien, rwandais et ougandais; huit dirigeants de fonds souverains et de fonds de pension chinois, koweïtien, néerlandais et qatarien; des hauts fonctionnaires d'organismes des Nations Unies; et des experts internationaux. M. Hussain Al Abdulla, membre du conseil d'administration de la Qatar Investment Authority, a présidé la réunion et M. Maher Chmaytelli, du groupe Bloomberg, en a été le modérateur.
3. Les dirigeants de fonds souverains et les ministres présents ont souligné que les pays en développement, notamment les pays les moins avancés (PMA), offraient de nombreuses perspectives d'investissement dans des secteurs tels que l'infrastructure, l'agriculture et la transformation des produits agricoles.
4. Les fonds souverains, y compris ceux gérés par les gouvernements de pays en développement grands exportateurs de pétrole et de puissances économiques émergentes telles que la Chine, détenaient au total quelque 5 000 milliards de dollars d'actifs, et cette somme augmentait d'environ 10 % chaque année. Les fonds souverains n'avaient placé qu'un petit pourcentage de ce total – environ 110 milliards de dollars à l'heure actuelle – dans l'investissement étranger direct (IED). La question était donc de savoir comment acheminer des sommes aussi importantes vers des PMA, de manière à les aider à diversifier et à renforcer leur économie, à créer des emplois et à améliorer leur niveau de vie.

5. Les dirigeants de fonds souverains estimaient que l'occasion était réelle puisqu'il était désormais moins avantageux pour eux d'investir sur des marchés boursiers instables et que leurs perspectives d'investissement à long terme étaient compatibles avec les projets d'investissement contribuant au développement. M. Abdulla a dit que plus de 40 % du portefeuille de la Qatar Investment Authority était consacré à l'investissement direct, ce qui avait permis de créer des emplois dont les pays concernés avaient cruellement besoin. L'autorité qatarienne avait également investi 2 milliards de dollars dans le secteur agricole ces deux dernières années.

6. De leur côté, les dirigeants de fonds souverains chinois, koweïtien et qatarien – ainsi que le représentant d'un fond de pension du secteur public néerlandais – ont souligné que des mesures politiques avisées devaient absolument être prises pour inciter les fonds souverains à investir davantage dans les pays en développement; il fallait également pouvoir compter sur des politiques générales stables, des institutions solides et une ouverture à l'investissement.

7. Les intervenants ont indiqué que les propositions de projet bien structurées présentées par des pays en développement – ou par des régions en développement – étaient très utiles pour attirer les fonds souverains qui n'étaient pas en mesure de repérer et d'aider les projets de petite envergure entrepris dans des conditions d'investissement difficiles. Ils conseillaient également aux pays émergents et aux PMA d'élargir leurs marchés financiers afin de mieux satisfaire aux exigences opérationnelles des fonds souverains ou d'importants fonds publics.

8. Les dirigeants de fonds souverains ont dit qu'il fallait examiner leurs propres schémas d'entreprise et les mandats ou cadres réglementaires régissant leurs investissements pour exploiter pleinement le potentiel de l'IED. Par exemple, les règles devraient peut-être être modifiées pour permettre aux fonds souverains et aux fonds de pension d'investir davantage dans des projets axés sur le développement.

9. Les représentants des organisations internationales, notamment la Société financière internationale (SFI), l'Asset Management Company et le Fonds international de développement agricole (FIDA), ont souligné l'ampleur des investissements dont les PMA avaient besoin dans les secteurs de l'infrastructure et de l'agriculture. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estimait ainsi qu'une somme de plus 80 milliards de dollars devait être investie chaque année dans le seul secteur de l'agriculture – alors qu'elle était actuellement inférieure à 10 milliards de dollars. Il ne fallait manifestement pas laisser échapper une telle occasion d'utiliser les ressources des fonds souverains pour combler partiellement cet écart.

10. Afin de favoriser l'investissement dans des projets visant des PMA généralement trop petits pour les fonds souverains, il était recommandé d'établir des partenariats avec des véhicules d'investissement spécialisés, tels que la SFI, le FIDA et les banques de développement ayant une plus grande expérience et connaissant particulièrement bien ces pays.

11. Les ministres ont vivement recommandé que les investissements soient destinés à stimuler une croissance économique durable et à long terme dans les 48 PMA du monde et ont plaidé en faveur d'initiatives susceptibles de réduire les obstacles freinant les flux d'investissement des fonds souverains, notamment la coopération internationale.

12. Tout en manifestant leur engagement à investir dans le développement durable, les dirigeants de fonds souverains ont souligné qu'il était essentiel d'établir un équilibre entre les intérêts des fonds publics et ceux des pays concernés pour tirer pleinement parti des investissements des fonds souverains; cela signifiait que l'investissement devait être rentable, et ce constat s'appliquait tout aussi bien aux fonds souverains qu'aux investisseurs privés.

13. Les dirigeants de fonds souverains et les ministres ont demandé qu'un dialogue régulier soit instauré entre la CNUCED et ses États membres sur la façon de surmonter les obstacles à l'investissement par des fonds souverains. Ils ont suggéré que les organisations internationales, notamment la CNUCED, jouent un rôle clair dans le renforcement du cadre général d'investissement et des institutions locales dans les pays en développement. De tels efforts aideraient les PMA et les organisations régionales à mieux structurer leurs propositions de projet et contribueraient à mieux faire connaître les perspectives d'investissement, en particulier en Afrique.
